



L'INFLUENCE DES RESSOURCES NATURELLES SUR LA QUALITE DES INSTITUTIONS ET LEUR IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Mini-étude



01 JUILLET 2024

OUMOU JASMINE NGWAYA KANDE
Master 1 économie

Table des matières

Introduction.....	3
Revue de la littérature.....	5
La théorie de la "malédiction des ressources"	6
Les causes de la malédiction des ressources	6
Études de cas.....	7
Autres contributions à la théorie de la malédiction des ressources	7
Solutions et politiques publiques	8
Conclusion	8
Théorie des Institutions Extractives et Inclusives	8
Institutions Politiques et Économiques.....	9
Interaction entre les institutions inclusives	9
Résistance aux institutions inclusives	10
Exemples historiques et études de cas	10
Théorie et prévisions.....	11
Théorie de la Gouvernance des Ressources Naturelles	12
Propriété et Gestion des Ressources	12
Les défis de la gestion des ressources naturelles.....	13
Coordination et Gouvernance Participative.....	13
Cas Pratique.....	13
Conclusion	14
Théorie du Développement Durable.....	14
Conclusion	16
Théorie de la croissance endogène.....	16
Impact des Politiques Gouvernementales et Exemples Pratiques.....	17
Conclusion	17
Théorie des Choix Publics et de l'Économie Politique.....	17
Applications et exemples	18
Études de Cas	18
Conclusion	19
Comparaison et synthèse des théories	19
Points de convergence entre les théories.....	19
Points de divergence entre les théories.....	20
Implications pratiques pour le sujet.....	21
Conclusion	21
Actualité	22

Contexte et Revue des Événements Récents	22
Changements politiques et économiques.....	23
Incidents notables	23
Analyse de l'actualité et lien vers la recherche	24
Comparaison avec les résultats de l'étude.....	24
Interprétation de l'actualité	25
Hypothèses Validées ou Remises en Question	26
Conclusion	26
Implications et recommandations fondées sur l'actualité.....	27
Recommandations stratégiques.....	27
Orientations pour la recherche future	27
Meilleures pratiques	28
Conclusion	28
Conclusion	31
Bibliographie	33
Lien internet	33
Outils et logiciel utilisé	34
Annexes	35

Introduction

Historiquement, les ressources naturelles étaient définies comme la biomasse utile, les matières premières et les formes d'énergie nécessaires à l'humanité, en particulier pour l'agriculture, la sylviculture, la pêche et, plus récemment, l'industrie. Elles comprenaient le bois de chauffage, la traction animale, les moulins à vent et à eau, les combustibles fossiles et l'énergie nucléaire. Avec les avancées scientifiques et technologiques des années 1970, la notion de ressource naturelle a évolué pour inclure la diversité biologique, qui a été valorisée par le génie génétique, bien que de manière controversée pour des raisons d'éthique et de risque éco-technologique.

Les ressources naturelles sont des sources de matière et d'énergie disponibles dans l'environnement sous forme primaire, avant leur transformation par l'activité humaine. Elles comprennent les matières premières minérales, c'est-à-dire l'eau douce, les agrégats, les minerais métalliques ; les produits sauvages, c'est-à-dire le bois, le poisson, le gibier ; les environnements naturels, c'est-à-dire les sources de services écosystémiques tels que l'eau, l'air, le sol, les forêts, les zones humides ; les matières organiques fossiles, c'est-à-dire le pétrole, le charbon, le gaz naturel, le lignite, la tourbe ; les sources d'énergie, c'est-à-dire l'énergie solaire, l'énergie éolienne. Services écosystémiques tels que la production d'oxygène par photosynthèse.

Les ressources naturelles peuvent être divisées en deux catégories principales : les ressources renouvelables sont celles qui peuvent se régénérer naturellement, comme l'énergie solaire, la biomasse animale ou végétale et l'eau. Les ressources non renouvelables, quant à elles, sont celles qui sont vulnérables, peu disponibles ou dont le taux de renouvellement est faible, comme les ressources métalliques, les minéraux, les ressources énergétiques fossiles et l'uranium.

En économie, les ressources naturelles sont une source majeure de revenus pour de nombreux pays, jouant un rôle central dans l'industrie, la construction, l'énergie et d'autres secteurs économiques. En écologie, elles soutiennent la biodiversité et les écosystèmes, essentiels au maintien de la vie sur Terre. Pour la société, les ressources naturelles sont vitales pour la survie de l'homme, car elles fournissent de la nourriture, de l'eau potable et des matériaux pour s'abriter et se vêtir. Elles influencent également la culture et le mode de vie des gens, en particulier ceux des communautés indigènes qui dépendent directement des ressources locales.

La surexploitation des ressources naturelles peut conduire à leur épuisement, mettant en péril la durabilité à long terme. La dégradation de l'environnement : l'extraction et l'utilisation des ressources naturelles peuvent causer des dommages à l'environnement, tels que la pollution, la déforestation et la perte de biodiversité. Enfin, les conflits : les ressources naturelles peuvent être une source de conflits internes et internationaux, en raison de leur valeur économique et de leur répartition inégale.

Avec la croissance de la population mondiale et l'empreinte écologique de l'humanité, la gestion des ressources naturelles est devenue une question cruciale.

Les institutions désignent les structures ou mécanismes d'ordre social et de coopération qui régissent le comportement des individus au sein d'une communauté. Ces structures peuvent être formelles, c'est-à-dire codifiées dans des lois, des règlements, des constitutions et des politiques officielles, ou informelles, c'est-à-dire non codifiées, fondées sur des normes sociales, des traditions et des coutumes. Elles sont constituées de règles, de normes et de pratiques qui organisent les interactions sociales et économiques, créant ainsi stabilité et prévisibilité. En sociologie, elle est définie comme un mode de régulation de situations qui tendent à se reproduire, comme le mariage, la scolarisation, le chômage, etc. En politique, une institution est l'organisation d'un corps administratif, établie par la

constitution, les lois, les règlements et les coutumes. Selon *Bruno Théret*, une institution peut désigner un ensemble de règles ou de normes, aussi simples que le respect d'un feu rouge.

Selon *Didier Robin* dans "*Dépasser les souffrances institutionnelles*" (2013), la nature humaine est intrinsèquement liée aux institutions qui régulent nos pulsions et organisent notre vie sociale.

Les institutions sont extrêmement importantes. En effet, les institutions créent un cadre stable et prévisible pour l'interaction humaine, réduisant l'incertitude et les coûts de transaction. Des institutions fortes et efficaces sont souvent associées à un développement économique durable, encourageant l'investissement, l'innovation et la croissance économique en protégeant les droits de propriété et en facilitant les échanges. Elles jouent également un rôle crucial dans la promotion de la justice sociale et de l'équité, et fournissent des mécanismes permettant de résoudre les conflits de manière pacifique et ordonnée, par exemple par le biais de systèmes judiciaires et de procédures de médiation.

Toutefois, lorsque les institutions sont faibles ou corrompues, elles peuvent être inefficaces et injustes, entravant ainsi le développement économique et social. Les institutions doivent être suffisamment souples pour s'adapter aux changements sociaux, économiques et technologiques. Les institutions rigides peuvent devenir obsolètes et inefficaces. Les inégalités et peuvent parfois perpétuer les inégalités sociales et économiques si elles sont biaisées en faveur de certains groupes.

Le développement économique est un processus d'amélioration des conditions économiques et de la qualité de vie d'une population. Il implique une croissance économique soutenue et des changements structurels dans l'économie, accompagnés d'une amélioration des conditions de vie, de l'éducation et de la santé.

Les ressources naturelles et la qualité des institutions influencent le développement économique. Une gestion efficace des ressources naturelles et des institutions fortes peuvent transformer ces ressources en moteurs de la croissance économique. À l'inverse, une mauvaise gestion et des institutions faibles peuvent entraîner des problèmes environnementaux et économiques, voire des conflits.

L'étude de l'influence des ressources naturelles sur la qualité des institutions et leur impact sur le développement économique est cruciale pour comprendre la dynamique complexe entre l'économie, la politique et la société. Cette étude peut fournir des indications précieuses pour concevoir des politiques efficaces, promouvoir le développement durable et éviter les pièges courants associés à la richesse en ressources naturelles.

Sur la base de ces informations, et au cours de notre étude, nous tenterons de répondre aux questions suivantes : Comment les ressources naturelles influencent-elles la qualité des institutions et quels sont les impacts de cette influence sur le développement économique des pays ?

L'objectif de cette étude sera d'analyser le lien entre la richesse en ressources naturelles et la qualité des institutions, et d'étudier les effets de ce lien sur le développement économique.

Pour ce faire, nous commencerons par une synthèse des différentes études réalisées sur les ressources naturelles, la qualité des institutions et le développement économique. Ensuite, nous rechercherons des événements récents ou des tendances actuelles qui illustrent ou remettent en question ces hypothèses.

Revue de la littérature

L'interdépendance des concepts de ressources naturelles, d'institutions et de développement économique fournit un cadre essentiel pour comprendre les dynamiques économiques et sociales contemporaines. Les ressources naturelles, lorsqu'elles sont gérées efficacement par des institutions fortes, peuvent stimuler le développement économique et améliorer la qualité de vie des populations. À l'inverse, des institutions faibles peuvent transformer cette abondance en véritable malédiction, entravant le développement économique et exacerbant les inégalités sociales.

L'objectif de cette revue de la littérature est d'explorer et d'analyser les principales théories qui traitent de la relation complexe entre les ressources naturelles, les institutions et le développement économique. Ces théories offrent des perspectives variées sur les mécanismes par lesquels les ressources naturelles peuvent soit favoriser le développement durable, soit devenir une source de stagnation économique et de conflit. En examinant ces théories, nous cherchons à identifier les conditions institutionnelles nécessaires pour transformer les ressources naturelles en levier de développement plutôt qu'en obstacle.

Les théories sélectionnées pour cette analyse documentaire sont les suivantes :

La théorie de la malédiction des ressources naturelles

Cette théorie explore le paradoxe selon lequel les pays riches en ressources naturelles ont souvent tendance à avoir une croissance économique plus lente et des niveaux de développement humain plus faibles que les pays moins bien dotés. Nous examinons les mécanismes institutionnels et économiques qui peuvent faire de l'abondance des ressources un frein au développement.

Théorie des institutions extractives et inclusives

Développée par *Daron Acemoglu* et *James A. Robinson*, cette théorie établit une distinction entre les institutions extractives et les institutions inclusives. Les institutions inclusives permettent une participation large et équitable des citoyens à la vie économique, tandis que les institutions extractives concentrent le pouvoir et la richesse entre les mains de quelques-uns, ce qui conduit souvent à la stagnation économique. Nous analysons comment ces types d'institutions influencent le développement économique et la gestion des ressources naturelles.

Théorie de la gouvernance des ressources naturelles

Proposée par *Elinor Ostrom* et d'autres chercheurs, cette théorie souligne l'importance de la transparence, de la responsabilité et de la participation du public dans la gestion des ressources naturelles. Nous discuterons des principes de gouvernance qui peuvent éviter la "*tragédie des biens communs*" et promouvoir le développement durable.

Théorie du développement durable

Popularisée par *le rapport Brundtland* de 1987, cette théorie met l'accent sur la nécessité d'un développement qui réponde aux besoins actuels sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins. Nous examinerons comment les politiques de développement durable peuvent être appliquées à la gestion des ressources naturelles.

Théorie de la croissance endogène

Développée par *Paul Romer* et *Robert Lucas*, cette théorie suggère que la croissance économique est principalement déterminée par des facteurs internes à l'économie, tels que le capital humain, l'innovation et les politiques gouvernementales. Nous analyserons comment les ressources

naturelles peuvent être intégrées dans cette perspective afin de stimuler un développement économique durable.

Théorie du choix public et économie politique

Cette théorie, développée par des chercheurs tels que James Buchanan et Gordon Tullock, examine comment les décisions politiques et économiques sont influencées par des intérêts particuliers, la corruption et les luttes de pouvoir. Nous discuterons de l'impact de la qualité des institutions politiques sur la gestion des ressources naturelles et le développement économique.

En présentant ces théories, cette revue de la littérature vise à fournir un cadre analytique solide pour comprendre les différentes façons dont les ressources naturelles peuvent influencer le développement économique. Elle mettra en évidence les conditions institutionnelles nécessaires pour maximiser les bénéfices des ressources naturelles tout en minimisant les risques associés à leur gestion.

La théorie de la "malédiction des ressources"

La théorie la plus connue concernant le lien entre les ressources naturelles, les institutions et le développement économique est celle de la "*malédiction des ressources*". Cette théorie suggère que les pays riches en ressources naturelles, telles que le pétrole et les minéraux, ont souvent de moins bonnes performances économiques que les pays moins bien dotés en ressources. Les causes de cette malédiction sont notamment la volatilité des prix des ressources, la dépendance excessive à l'égard d'un seul secteur économique et la mauvaise gestion des revenus tirés des ressources.

Jeffrey D. Sachs et *Andrew M. Warner* ont popularisé cette notion dans leur étude "*Natural Resource Abundance and Economic Growth*" (1995). *Richard Auty*, dans son livre de 1993, a également décrit ce phénomène, montrant comment la croissance économique et le développement des pays producteurs de pétrole sont souvent inférieurs à ceux des pays moins riches en ressources.

Les causes de la malédiction des ressources

L'accaparement des rentes générées par la vente des matières premières entraîne des luttes de pouvoir qui déstabilisent les économies des pays riches en ressources. Cette situation favorise la corruption et l'inefficacité institutionnelle.

La volatilité des prix entraîne des risques et des incertitudes économiques. Selon *van der Ploeg* et *Poelhekke*, c'est la principale raison de la malédiction des ressources. Les fluctuations de prix peuvent rendre la planification économique difficile et créer une instabilité macroéconomique.

L'exportation de matières premières entraîne une hausse du taux de change réel, ce qui détériore la compétitivité du secteur manufacturier et conduit à la désindustrialisation. Ce phénomène, observé aux Pays-Bas dans les années 60 avec l'exploitation des gisements de gaz, est un exemple typique de ce problème.

Sachs et *Warner* ont montré que la proportion des exportations de ressources naturelles a un effet négatif sur le taux de croissance d'un pays. Les études de *Sala-i-Martin* et *Subramanian* montrent que la malédiction des ressources naturelles est due à leurs effets sur les institutions politiques d'un

pays, créant des conditions propices à la corruption et au gaspillage. Ce sont ces derniers facteurs qui ont un effet négatif sur la croissance, et non les ressources naturelles en tant que telles.

Études de cas

Le Botswana est un contre-exemple de la malédiction des ressources naturelles. Grâce à des institutions solides et à une bonne gouvernance, il a réussi à utiliser ses ressources en diamants pour atteindre un taux de croissance élevé. Le Botswana démontre que des institutions fortes peuvent transformer les ressources naturelles en moteur de développement économique.

La RDC, riche en ressources telles que le cobalt et le coltan, souffre de conditions de vie déplorables et de conflits internes dus à une mauvaise gouvernance et à l'exploitation illégale de ses ressources. Les ressources naturelles de la RDC attirent des acteurs étrangers et des groupes armés, ce qui exacerbe les conflits et l'instabilité.

Bien que l'Algérie ne connaisse pas de conflits fonciers comme la RDC, son PIB et ses exportations dépendent fortement des hydrocarbures, ce qui démontre l'importance de la gouvernance dans la gestion des ressources naturelles. L'Algérie illustre comment une dépendance excessive à l'égard d'une seule ressource peut rendre une économie vulnérable aux chocs extérieurs.

Autres contributions à la théorie de la malédiction des ressources

Dans "*The Paradox of Plenty : Oil Booms and Petro-States*" (1997), Karl explore la manière dont la richesse pétrolière influence négativement les institutions politiques et économiques, contribuant ainsi à la malédiction des ressources. Elle souligne le rôle des institutions extractives dans la perpétuation de la pauvreté et de la mauvaise gouvernance.

Auteur de "*The Oil Curse : How Petroleum Wealth Shapes the Development of Nations*" (2012), Ross examine comment la richesse pétrolière peut conduire à des institutions faibles et corrompues, entravant le développement économique.

Boucekkine étudie les cas de l'Algérie et de la RDC, mettant en évidence les mécanismes par lesquels la malédiction des ressources se manifeste différemment selon les contextes politiques et économiques locaux.

Dans "*From Boom to Bust : A Typology of Real Commodity Price Shocks*" (2013), Jacks explore les effets de la volatilité des prix des matières premières sur les économies riches en ressources, soulignant les défis pour la stabilité économique et la planification à long terme.

Emma Hooper apporte une perspective innovante en croisant la littérature sur la malédiction des ressources avec celle sur le financement de la dette souveraine, en examinant comment les changements dans les prix des ressources influencent les primes de risque des gouvernements.

Seghir utilise une méthodologie économétrique pour étudier l'instabilité macroéconomique dans les pays exportateurs de pétrole, montrant que la dépendance au pétrole exacerbe les défis économiques et politiques.

Camille Aït Youcef et *Gaye Del Lo* étudient la financiarisation des matières premières agricoles, explorant comment la dynamique des marchés financiers influence les prix des denrées alimentaires et exacerbe les crises alimentaires.

Cécile Couharde et *Rémi Generoso* explorent l'impact des risques climatiques sur la croissance économique, en montrant comment les variations hydro-climatiques affectent les économies agricoles des pays en développement.

Olivier Damette et *Mélanie Gittard* étudient les effets du changement climatique sur les migrations et montrent comment les transferts de fonds peuvent atténuer les impacts économiques négatifs.

Solutions et politiques publiques

Des mesures ciblées peuvent contrer le syndrome hollandais et promouvoir la diversification économique. Les chercheurs ont souligné l'importance de bonnes politiques publiques et de la négociation de contrats équitables avec les industries extractives afin de garantir des revenus substantiels aux États producteurs. Sont cités ci-dessous quelques exemples de bonnes pratiques.

- **Les fonds de stabilisation** : Des pays comme la Norvège et le Qatar ont créé des fonds de stabilisation pour gérer la volatilité des prix des ressources et préparer l'avenir après l'exploitation.
- **Transparence et gouvernance** : L'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE) vise à améliorer la transparence des revenus tirés des ressources naturelles, bien que son efficacité dépende de la force des institutions locales.
- **Affectation des revenus pétroliers et miniers de manière à promouvoir le développement** : Certains États redistribuent une partie de leurs revenus directement aux citoyens (Alaska, Alberta), renforçant ainsi le contrat social entre l'État et les contribuables.

Conclusion

La "*malédiction des ressources*" n'est pas inévitable. Elle peut être contrée par des politiques publiques ciblées et une bonne gouvernance. Les ressources naturelles, si elles sont bien gérées, peuvent devenir un moteur du développement économique plutôt qu'un obstacle. Cette revue de la littérature montre l'importance cruciale des institutions et de la gouvernance dans la gestion des ressources naturelles et leur impact sur le développement économique.

Théorie des Institutions Extractives et Inclusives

Selon *Daron Acemoglu* et *James A. Robinson*, dans leur livre "*Why Nations Fail : The Origins of Power, Prosperity, and Poverty*" (2012), les institutions extractives (qui concentrent le pouvoir et la richesse dans les mains de quelques-uns) conduisent à la stagnation économique. En revanche, les institutions inclusives (qui permettent une large participation des citoyens et protègent les droits de propriété) favorisent la croissance économique et le développement durable.

Le développement est-il une simple question de financement ? Il est tentant de répondre par l'affirmative, en se basant sur le modèle proposé par *Arthur Lewis* (1960). Cependant, d'un point de vue historique, on constate que les nations les plus prospères (par exemple l'Égypte ancienne, Rome) n'ont pas réussi à maintenir leur prospérité au cours des siècles. Plus récemment, lorsque nous observons une nation aussi prospère que la Libye être bombardée et réduite à un champ de bataille entre milices, la question de la suffisance des moyens financiers pour le développement reste entièrement ouverte. Si les ressources financières sont nécessaires au processus de développement, les observations précédentes illustrent à quel point elles ne sont pas suffisantes pour garantir l'élévation permanente du bien-être sociétal. A la suite des travaux récents d'*Acemoglu* et de

Robinson, il est désormais possible d'affirmer qu'au cœur du développement se trouve la question des institutions.

Institutions Politiques et Économiques

Étant donné que la répartition du pouvoir de décision et l'organisation des échanges occupent une place très importante dans toute société, nous nous concentrerons sur les institutions politiques et économiques. Selon *Acemoglu et Robinson*, les institutions politiques et économiques peuvent être soit inclusives, soit extractives.

Institutions politiques inclusives

Elles favorisent la participation et la représentation de tous les groupes d'intérêt de la société, comme dans une démocratie.

Elles se caractérisent par une large répartition du pouvoir politique et une centralisation de la prise de décision politique. Une large répartition du pouvoir politique entre les différents groupes d'intérêt permet d'éviter la modification des lois au profit d'une minorité. La centralisation de la prise de décision politique réduit les conflits entre territoires indépendants et assure une action publique coordonnée. Selon les chercheurs, la Somalie est un bon exemple des conséquences d'une absence de centralisation du pouvoir politique.

Institutions politiques extractives

Excluent une partie de la population, comme dans le cas de la ségrégation ou de l'apartheid. Empêchent une large répartition du pouvoir, en favorisant la concentration du pouvoir entre les mains de quelques-uns.

Institutions économiques inclusives

Elles permettent la libre participation de tous au processus d'échange économique et garantissent les droits de propriété privée. La liberté d'entreprendre permet à tous les entrepreneurs de s'engager dans des projets dès lors qu'ils sont rentables. La promotion de la concurrence en est une parfaite illustration. Le respect et la garantie par l'État de la propriété privée, qu'elle soit physique (mobilière ou immobilière), financière ou humaine, favorise la création destructrice, c'est-à-dire l'innovation qui remplace les anciennes technologies.

Les institutions économiques extractives

Elles excluent une partie de la population du processus d'échange économique, souvent en lui interdisant de participer aux activités économiques les plus productives. Elles encouragent une minorité à accaparer la propriété privée de la majorité, qui peut inclure le capital physique ou financier, ou même la force de travail (esclavage, travail forcé).

Interaction entre les institutions inclusives

En supposant que les institutions peuvent soutenir le développement, nous passons du besoin de moyens de financement aux conditions requises pour assurer la durabilité des gains du développement économique. À cet égard, le modèle proposé par *Acemoglu et Robinson* présente le développement comme le résultat d'une interaction entre des institutions politiques et économiques inclusives. La primauté des institutions découle du fait que l'interaction entre des institutions

politiques et économiques inclusives génère des "forces" capables de générer et de maintenir le bien-être matériel, la paix et la sécurité pour l'ensemble de la société.

Large répartition du pouvoir politique

Elle évite de modifier les lois au profit d'une minorité et maintient les lois qui profitent à la majorité. Même au sein de la minorité susceptible d'approuver une modification partielle de la loi, chacun réfléchit à ce qui se passera lorsqu'une autre minorité tout aussi puissante voudra modifier la loi à sa convenance. Il en résulte un cercle vertueux de maintien des lois tant qu'elles profitent à la majorité.

La centralisation de la prise de décision politique

Elle réduit les conflits entre territoires indépendants et assure une coordination efficace de l'action publique.

Liberté d'entreprendre

Elle permet à tous les entrepreneurs de s'engager dans des projets rentables, en favorisant la concurrence et l'innovation. Au contraire, les licences requises pour exercer certaines activités économiques sont généralement contraires à ce principe. Le cas des licences de taxis dans certaines villes, ou de certaines professions (avocats, médecins, etc.), illustre bien les barrières à l'entrée érigées pour protéger les rentes de ceux qui exercent déjà ces professions.

Respecter et garantir la propriété privée

Cela favorise l'innovation et le renouvellement des idées. L'expropriation des terres par des rois tout-puissants, vraisemblablement très fréquente dans un passé récent au Congo, explique en partie la réticence des paysans à adopter de nouvelles technologies pour augmenter leurs rendements agricoles.

Résistance aux institutions inclusives

Malgré leur impact positif, les forces générées par les institutions inclusives rencontrent une résistance considérable dans le monde entier. En règle générale, les institutions extractives profitent toujours à quelques minorités et tendent à se perpétuer par la répression et la pauvreté. Par conséquent, rares sont les pays où tous ces principes sont respectés. En particulier, l'importance de l'innovation dans l'augmentation permanente du niveau de vie et le rôle de la concurrence dans sa promotion sont des paradigmes relativement récents. Ces résistances à la mise en place d'institutions inclusives sont largement responsables de la pauvreté dans le monde, et particulièrement en Afrique. L'un des avantages du modèle proposé par *Acemoglu* et *Robinson* est qu'il permet d'identifier les forces qui génèrent, maintiennent ou brisent le sous-développement.

Exemples historiques et études de cas

Les économistes *Daron Acemoglu*, professeur au MIT, et *James A. Robinson* ont publié un ouvrage majeur sur l'économie du développement. Le best-seller "*Why Nations Fail*" tente d'expliquer le chemin que les pays doivent emprunter pour sortir de la pauvreté.

La Somalie illustre les conséquences d'un manque de centralisation du pouvoir politique, où la fragmentation du pouvoir empêche la mise en place d'un cadre institutionnel stable.

En Haïti, l'absence de gouvernement central a empêché la mise en place des institutions nécessaires à l'émergence d'activités économiques d'envergure.

Révolution française, Glorieuse Révolution en Angleterre, Restauration japonaise, Guerre civile américaine, Botswana : ces événements montrent des transitions vers des institutions plus inclusives, marquant des tournants dans le développement économique de ces nations.

En Chine, les auteurs prédisent que le développement économique de la Chine pourrait être freiné par la concentration excessive du pouvoir politique, empêchant l'émergence de nouvelles forces économiques indépendantes.

Théorie et prévisions

Selon *Acemoglu* et *Robinson*, la clé du développement est l'inclusion de la majorité de la population dans la vie économique. Lorsque les individus peuvent améliorer leur sort en travaillant davantage, en prenant des risques ou en innovant, la société se développe. Et les fruits de son travail doivent lui revenir, au moins en grande partie. Les pays ou nations qui restent pauvres sont ceux où le pouvoir politique monopolise par la terreur l'essentiel de la valeur créée par la majorité. La population perd alors l'envie de produire, d'épargner et, plus encore, d'innover. Pour *Acemoglu* et *Robinson*, les institutions politiques jouent un rôle clé dans le développement d'une économie.

En principe, l'État doit être suffisamment centralisé pour permettre la mise en place d'institutions qui favorisent l'activité économique. Il s'agit notamment du système judiciaire et monétaire, de la sécurité publique, des communications et, éventuellement, des systèmes de santé et d'éducation. Les auteurs citent la Somalie et l'Afghanistan comme exemples négatifs. Dans ces pays, le pouvoir est partagé entre des gouvernements régionaux en conflit les uns avec les autres. Ils citent également l'exemple d'Haïti, un État qui s'est effondré. Toutefois, le pouvoir de ce gouvernement central ne doit pas être hégémonique. Pour éviter les systèmes où une minorité au pouvoir exploite la majorité, il faut une pluralité de lieux de pouvoir dans la société. Cet équilibre des pouvoirs nécessite l'existence de plusieurs partis politiques, d'une société civile organisée et de médias forts et indépendants. En règle générale, lorsque le pouvoir politique est entre les mains de quelques-uns, l'appareil d'État ne sert plus la majorité, mais est détourné pour garantir le maintien des privilèges de la minorité.

Acemoglu et *Robinson* parlent d'un système extractif. La valeur produite par la majorité est extraite. Le seul objectif de l'élite est l'enrichissement personnel. Les auteurs illustrent leur propos par l'Amérique du Sud à l'époque des conquistadors. Les pillages étaient incessants. Une minorité s'enrichit de manière incroyable, mais au détriment du reste de la population. Les institutions économiques extractives sont soutenues par des institutions politiques extractives.

La valeur concentrée et accumulée sert à construire une armée dont la mission est d'écraser les révoltes, de payer des mercenaires et de poursuivre l'exploitation, avant de mettre en place un système électoral et judiciaire. Il s'agit d'un mécanisme d'auto-renforcement qui agit comme un cercle vicieux. Ce type de société stagne économiquement. La majorité n'est plus disposée à épargner, à investir, à innover ou à travailler davantage. Les fruits de ces efforts ne profiteraient qu'à l'élite. Avec le temps, cette culture s'enracine et le changement devient très difficile, mais pas impossible. Les auteurs donnent plusieurs exemples d'entreprises extractives de différentes époques. Il s'agit du Zimbabwe, de la Sierra Leone, de la Colombie, de l'Argentine, de l'Ouzbékistan, de la Corée du Nord et de l'Égypte.

Tous ces pays ont peu de choses en commun. Ce n'est pas la géographie, le climat, la langue ou le fait d'avoir été colonisé par tel ou tel pays qui explique cet état de stagnation économique. C'est le fait qu'une minorité maintienne son hégémonie sur le reste de la population, avec plus ou moins d'intensité.

Pour décrire les systèmes inclusifs, où la majorité participe à l'économie et à son développement, les universitaires donnent l'exemple des colonies américaines. Avec un pouvoir économique plus important

Réparti, le pouvoir politique est mieux partagé. Contrôler l'État n'est plus le moyen privilégié de s'enrichir. La majorité, qui participe à l'économie, exige des institutions politiques qui renforcent ses intérêts. Au fil du temps, une culture de l'égalité des chances se développe et la croissance économique est au rendez-vous, renforçant le système comme un cercle vertueux.

Acemoglu et *Robinson* affirment que les pays riches sont tous passés, à un moment donné de leur histoire, d'institutions extractives à des institutions inclusives. Pour illustrer ce processus, ils décrivent la Révolution française, la Glorieuse Révolution en Angleterre, la Restauration japonaise, la Guerre civile américaine et le cas du Botswana !

Les auteurs soulignent également que l'aide internationale, les réformes du FMI et même les programmes de microcrédit ne peuvent pas briser le cercle vicieux de la pauvreté et de la stagnation économique, car ils ne créent pas d'institutions inclusives. La mise en place de telles institutions est un véritable défi. Les auteurs soulignent qu'elles naissent de luttes politiques, dans lesquelles la présence des médias joue un rôle crucial.

Théorie de la Gouvernance des Ressources Naturelles

La théorie de la gouvernance des ressources naturelles examine comment les différentes formes de gouvernance affectent l'utilisation et la gestion des ressources naturelles. Cette théorie souligne l'importance de la transparence, de la responsabilité et de la participation du public pour éviter la corruption et promouvoir le développement durable.

Michael L. Ross, dans son livre « *The Oil Curse : How Petroleum Wealth Shapes the Development of Nations* » (2012), *Michael L. Ross* explore la manière dont la richesse pétrolière influence négativement les institutions politiques et économiques, exacerbant souvent la corruption et les conflits.

Les ressources naturelles renouvelables sont celles qui ne peuvent être produites ou reproduites par l'homme, et qui sont instables et variables, soumises aux conditions environnementales. Elles se caractérisent par une rivalité d'utilisation, donnant lieu à des externalités en tant que biens privés et publics. *Hardin* (1968) montre qu'un comportement individuel rationnel peut avoir des effets collectifs irrationnels, conduisant à la destruction des ressources communes, illustrée par la "*tragédie des biens communs*". *Hardin* conclut qu'en l'absence de réglementation gouvernementale, les ressources communes seront surexploitées, ce qui souligne le rôle essentiel de l'État dans leur gestion.

Propriété et Gestion des Ressources

Hardin a confondu la propriété collective avec le libre accès, mais il a montré que le succès ou l'échec de la gestion des ressources dépend de la capacité à exclure certains utilisateurs. La nationalisation

des ressources naturelles n'est pas toujours efficace et il est essentiel de comprendre pourquoi certaines mesures de contrôle fonctionnent et d'autres pas.

Il existe des communautés capables de gérer leurs ressources de manière durable sans pression extérieure (régimes de propriété commune). Ces régimes de propriété commune comprennent des règles adaptées au niveau local, une participation collective à la prise de décision et un contrôle des règles par la communauté, assorti de sanctions graduées et de mécanismes locaux de résolution des conflits. L'État joue un rôle de facilitateur en fournissant un cadre législatif favorable, en encadrant l'élaboration des règles locales et en soutenant la surveillance et la réhabilitation des ressources.

Les défis de la gestion des ressources naturelles

La gestion durable des ressources naturelles nécessite des réponses à des questions clés telles que les conditions requises pour une gouvernance durable des ressources collectives et les aspects à prendre en compte avant de lancer un projet de gouvernance des ressources. Par exemple, la surexploitation des eaux souterraines a de graves conséquences économiques, environnementales et sociales, telles que l'augmentation des coûts de pompage, la dégradation de la qualité de l'eau et la salinisation des aquifères.

Coordination et Gouvernance Participative

L'analyse économique montre qu'il est possible de surmonter la "*tragédie des biens communs*" grâce à une gouvernance participative qui combine l'action de l'État et celle de la communauté. La nouvelle économie institutionnelle, développée par des économistes comme *Coase* (1960), met l'accent sur la marchandisation des externalités et les négociations directes entre agents pour l'allocation optimale des ressources.

Elinor Ostrom propose un cadre analytique pour la gestion des ressources communes, en mettant l'accent sur les arrangements institutionnels fondés sur des normes sociales. Elle décrit des "régimes de propriété commune" où les droits d'utilisation sont détenus par un groupe qui établit des règles formelles ou informelles. *Ostrom* souligne la nécessité de revitaliser les droits coutumiers adaptés aux circonstances locales et l'importance de la reconnaissance formelle de ces droits par le droit moderne.

Le concept de gouvernance polycentrique, développé par *Ostrom*, implique la multiplicité des centres de décision et l'implication des usagers dans la gestion des ressources. L'exemple de la Jordanie, avec la gestion des eaux souterraines dans le bassin d'Azraq, illustre l'importance d'une gestion décentralisée et participative, où les utilisateurs et l'État travaillent ensemble pour établir des règles de gestion durable.

Cas Pratique

Gestion des eaux souterraines en Jordanie

Avec une disponibilité de moins de 100 m³ par personne et par an en 2015, la Jordanie est l'un des pays les plus pauvres en eau de la planète. Le bassin d'Azraq, situé dans le nord de la Jordanie, illustre les défis et les solutions de la gestion durable des eaux souterraines.

Les problèmes résident dans la surexploitation. En effet, les prélèvements d'eau dans le bassin d'Azraq ont été trois fois supérieurs au volume renouvelable, entraînant une baisse continue des

niveaux piézométriques et la salinisation de l'aquifère. Mais il y avait aussi le problème de l'inefficacité de la réglementation. En effet, les redevances volumétriques introduites par le gouvernement jordanien étaient peu incitatives, et les pratiques de contournement par les agriculteurs étaient monnaie courante.

Les solutions trouvées ont été le *Highland Water Forum (HWF)*. En effet entre 2010 et 2013, un plan de gestion décentralisée a été élaboré. Le forum comprend des représentants des usagers, des communautés locales, du gouvernement et des experts environnementaux. En outre, les redevances sur l'eau ont été ajustées pour encourager une utilisation plus rationnelle de l'eau. Mais aussi une prise de conscience et une action collective, avec des représentants des usagers visitant de nombreuses exploitations pour sensibiliser à la surexploitation et proposer des alternatives économiques, telles que le tourisme et le développement de l'énergie solaire.

L'approche d'Ostrom

Le "contrat sur les eaux souterraines" est un exemple pratique de la théorie d'Ostrom. Ce contrat est un accord entre les utilisateurs et l'État, ou une autorité de régulation, pour gérer les ressources en eau de manière durable. Les principes d'Ostrom sont les suivants :

- Définition claire des limites des ressources et des utilisateurs ;
- Règles adaptées aux conditions locales ;
- Réglementation collective et sanctions graduelles ;
- Mécanismes locaux de résolution des conflits.

En Jordanie, bien que l'État ait un rôle de surveillance, la gestion locale implique les utilisateurs dans la prise de décision et la mise en œuvre des règles, conformément aux principes de gouvernance d'Ostrom.

Conclusion

La théorie de la gouvernance des ressources naturelles souligne l'importance d'une gestion collaborative et inclusive, combinant les efforts de l'État et des communautés locales pour une utilisation durable des ressources. Citant des auteurs tels *que Michael L. Ross, Garrett Hardin, Elinor Ostrom et Ronald Coase*, cette revue de la littérature montre comment des institutions efficaces et des pratiques de gouvernance participatives peuvent transformer les défis de la gestion des ressources naturelles en opportunités pour le développement durable.

Théorie du Développement Durable

La théorie du développement durable souligne l'importance d'utiliser les ressources naturelles pour répondre aux besoins actuels sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins. Elle intègre les aspects économiques, sociaux et environnementaux pour promouvoir un développement équilibré et durable.

Le rapport Brundtland (1987) et les objectifs de développement durable (ODD). En 1983, l'Assemblée générale des Nations unies a créé la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, avec pour mission de :

- - Proposer des stratégies environnementales à long terme pour assurer un développement durable d'ici à l'an 2000 et au-delà.

- - Recommander des méthodes pour que le souci de l'environnement se traduise par une coopération plus étroite entre les pays, quel que soit leur niveau de développement économique et social, en tenant compte des relations réciproques entre la population, les ressources, l'environnement et le développement.
- - Examiner les moyens par lesquels la communauté internationale peut traiter plus efficacement les problèmes environnementaux.
- - Contribuer à définir des vues communes sur les problèmes environnementaux à long terme et les efforts nécessaires pour les résoudre, en adoptant un programme d'action à long terme pour les décennies à venir.

En 1987, la Commission Brundtland, présidée par *Gro Harlem Brundtland*, a produit *le rapport Brundtland*, qui a jeté les bases du développement durable. Le rapport définit le développement durable comme suit :

« Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ».

EXTRAITS ET PRINCIPES DU RAPPORT BRUNDTLAND

Le rapport Brundtland souligne que l'humanité a les moyens de parvenir à un développement durable, répondant aux besoins du présent sans compromettre ceux des générations futures. Les limites imposées ne sont pas absolues, mais dépendent de l'état actuel de la technologie, de l'organisation sociale et de la capacité de la biosphère à supporter les effets de l'activité humaine.

La pauvreté généralisée n'est pas une fatalité. La misère est un mal en soi, et le développement durable implique de satisfaire les besoins fondamentaux de tous et de permettre à chacun d'aspirer à une vie meilleure. Pour satisfaire les besoins fondamentaux, il faut assurer la croissance économique dans les pays où la majorité vit dans la pauvreté et garantir que les plus pauvres bénéficient d'une part équitable des ressources.

Des systèmes politiques garantissant la participation populaire et une démocratie effective au niveau international sont indispensables pour assurer une répartition équitable des ressources. Les riches doivent adopter un mode de vie qui respecte les limites écologiques de la planète, notamment en termes de consommation d'énergie.

Une croissance démographique excessive peut accroître la pression sur les ressources et entraver l'amélioration du niveau de vie. Le développement durable exige une harmonie entre la démographie et le potentiel productif de l'écosystème.

Le développement durable est un processus de changement dans lequel l'utilisation des ressources, le choix des investissements, l'orientation du développement technique et les changements institutionnels sont déterminés à la lumière des besoins actuels et futurs. Des choix douloureux doivent être faits et, en dernière analyse, le développement durable est une question de volonté politique.

Les concepts du rapport Brundtland ont été intégrés dans les objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies, qui visent à mettre fin à la pauvreté, à protéger la planète et à garantir la prospérité pour tous d'ici à 2030. Chaque objectif est assorti de cibles spécifiques à atteindre. Les ODD soulignent l'importance d'une approche intégrée, reliant les dimensions économique, sociale et environnementale du développement durable.

Conclusion

La théorie du développement durable, fondée sur les principes énoncés dans le rapport Brundtland et intégrée dans les ODD, souligne l'importance d'une utilisation responsable des ressources naturelles. Elle appelle à la coopération internationale, à la participation du public et à des systèmes politiques justes et équitables pour assurer un développement durable et équilibré. Cette approche nécessite une forte volonté politique et une coordination mondiale pour relever les défis environnementaux, économiques et sociaux actuels et futurs.

Théorie de la croissance endogène

La théorie de la croissance endogène, développée dans les années 1980 et 1990, suggère que la croissance économique est principalement déterminée par des facteurs internes à l'économie, tels que le capital humain, l'innovation et les politiques gouvernementales. Les ressources naturelles peuvent jouer un rôle crucial si elles sont investies dans l'éducation, la santé et les infrastructures, contribuant ainsi à une croissance soutenue. Les principaux chercheurs associés à cette théorie sont *Paul Romer* et *Robert Lucas*, qui ont considérablement contribué à son développement par leurs travaux.

La théorie de la croissance endogène désigne l'ensemble des théories de la croissance économique qui cherchent à expliquer la croissance par des variables internes au modèle économique lui-même, par opposition aux modèles de croissance exogène. Le modèle de *Solow*, élaboré en 1956, fondait la croissance économique à long terme sur le progrès technique, mais ne parvenait pas à en expliquer l'origine, laissant un résidu inexpliqué.

Le premier grand modèle de croissance endogène a été proposé par *Paul Romer* en 1986 dans son article "*Increasing Returns and Long Run Growth*". *Romer* propose une fonction de production à rendements d'échelle croissants, grâce notamment à l'innovation et à la recherche et développement. Contrairement au modèle de *Solow*, ce modèle ne prédit pas la convergence économique, car il rejette l'hypothèse des rendements décroissants du capital.

Paul Romer a montré que la croissance et l'innovation peuvent être des phénomènes endogènes, dépendant du comportement des agents économiques et du développement des compétences. L'innovation devient une activité à rendements croissants, augmentant le stock de connaissances, et ce "trop-plein" de connaissances profite à toutes les entreprises et stimule la croissance économique.

Robert E. Lucas, dans son article "*On the Mechanics of Economic Development*" (1988), introduit le concept de capital humain, qui englobe l'ensemble de la formation, des connaissances et de la santé des travailleurs qui les rendent plus productifs. *Lucas* souligne l'importance d'un système d'éducation et de santé solide pour améliorer la productivité du capital humain.

Le modèle de *Solow* a été critiqué parce qu'il n'explique pas pourquoi certaines économies n'ont pas convergé ou ont même régressé. En réponse, des modèles de croissance endogène ont été développés pour rendre le progrès technique explicable par des facteurs internes au système économique. Parmi les principales tentatives d'endogénéisation, on peut citer le modèle AK, ainsi que les travaux de *Nicholas Kaldor*, *James Mirrlees* et *Kenneth Arrow*.

Kenneth Arrow a montré que le progrès technique pouvait dépendre de la quantité de connaissances déjà accumulées, introduisant ainsi le concept de capital humain. Ce modèle permet d'avoir une

économie avec des rendements d'échelle croissants, tout en ayant des entreprises à production constante.

Impact des Politiques Gouvernementales et Exemples Pratiques

Le modèle de croissance endogène intègre l'idée que l'action publique peut augmenter la productivité économique. Par exemple, les infrastructures publiques facilitent la circulation des biens, des personnes et des informations, générant des externalités positives pour les producteurs privés. *Robert Barro* a souligné que les infrastructures financées par l'impôt peuvent être bénéfiques pour l'économie.

L'innovation, au cœur de la croissance endogène, repose sur la thèse schumpétérienne de la destruction créatrice. Les rentes attendues de la création d'une invention encouragent les inventeurs à innover, ce qui entraîne des gains de productivité. L'intervention de l'État est donc justifiée pour soutenir la recherche fondamentale et l'éducation, et pour encourager les entreprises à investir dans le progrès technique.

Des exemples concrets illustrent l'application de la théorie de la croissance endogène. La localisation d'activités complémentaires au même endroit, comme on l'observe dans les grappes technologiques, augmente l'efficacité de toutes les entreprises présentes grâce aux effets d'apprentissage, aux synergies et aux échanges de savoir-faire. Les petites entreprises bénéficient des avancées technologiques, du développement des infrastructures et de l'élévation du niveau des connaissances.

Conclusion

La théorie de la croissance endogène souligne l'importance des facteurs internes à l'économie, tels que l'innovation, le capital humain et les politiques gouvernementales, dans l'explication de la croissance économique. En intégrant ces éléments, cette théorie offre une perspective plus complète et plus dynamique de la croissance, soulignant le rôle crucial des investissements dans l'éducation, la santé et les infrastructures pour soutenir un développement économique durable.

Théorie des Choix Publics et de l'Économie Politique

La théorie des choix publics, également connue sous le nom de théorie des choix collectifs, analyse la manière dont les décisions politiques et économiques sont influencées par les intérêts particuliers, la corruption et les luttes de pouvoir. Cette théorie souligne que les institutions politiques et la qualité de la gouvernance sont cruciales pour déterminer comment les ressources naturelles affectent le développement économique.

Les principaux chercheurs ayant abordé le sujet sont *Mancur Olson* avec ses travaux sur les groupes d'intérêt et l'économie politique, *James M. Buchanan* et *Gordon Tullock*, auteurs de "*The Calculus of Consent*", *Anthony Downs*, auteur de "*An Economic Theory of Democracy*", *Kenneth J. Arrow*, auteur de "*Social Choice and Individual Values*".

La théorie des choix publics reprend des postulats empruntés à l'économie néoclassique, tels que l'individualisme méthodologique et le choix rationnel, et les applique à la science politique. Les acteurs politiques, tels que les électeurs, les élus et les fonctionnaires, agissent de la même manière que les consommateurs et les producteurs de la théorie économique, en maximisant leur utilité personnelle. Les concepts clés de cette théorie reposent sur :

- **La maximisation de l'intérêt personnel et de l'utilité** : en effet, les hommes politiques et les fonctionnaires cherchent à maximiser leur propre intérêt, qui comprend l'intérêt collectif mais aussi leurs intérêts personnels, tels que la réélection ou l'augmentation de leur pouvoir et de leurs revenus.
- **Théorie de l'électeur médian** : développée par *Duncan Black*, cette théorie propose que les décisions politiques tendent à refléter les préférences de l'électeur médian, ce qui peut conduire à des politiques modérées plutôt qu'extrêmes.
- Groupes d'intérêt et pressions : *Mancur Olson* a montré comment les groupes d'intérêt exercent une influence disproportionnée sur les décisions politiques, souvent au détriment de l'intérêt général. Par exemple, les fabricants de textile peuvent faire pression en faveur de politiques protectionnistes, bénéficiant ainsi de rentes économiques, alors que le coût est supporté par l'ensemble de la population.
- La défaillance de l'État : La théorie explique que, tout comme le marché peut échouer (défaillance du marché), l'État peut également prendre des décisions inefficaces ou préjudiciables à la majorité, souvent sous l'influence de groupes d'intérêt. Les décisions politiques peuvent ainsi conduire à une mauvaise allocation des ressources et à la perpétuation de politiques inefficaces.

Applications et exemples

La politique de l'inflation et du chômage

William D. Nordhaus a montré que les gouvernements, pour maximiser leurs chances de réélection, sont tentés de manipuler les politiques économiques à court terme, ce qui conduit à des cycles économiques sous-optimaux. Par exemple, les gouvernements peuvent augmenter les dépenses publiques avant les élections pour réduire le chômage, au prix d'une inflation plus élevée après les élections.

Cycle économique électoral

Les partis politiques manipulent les politiques économiques pour obtenir des gains électoraux à court terme, souvent au détriment de la stabilité économique à long terme. Cela peut prendre la forme de politiques fiscales expansionnistes avant les élections et de politiques d'austérité après les élections.

Économie politique des ressources naturelles

La gestion des ressources naturelles est fortement influencée par la qualité des institutions et la présence de groupes d'intérêt. La "*malédiction des ressources*" se produit dans les pays où la corruption et la mauvaise gouvernance prédominent, entraînant une mauvaise gestion des ressources naturelles et des conflits. Par exemple, les pays riches en pétrole comme le Venezuela ont souvent des institutions faibles et des niveaux élevés de corruption, ce qui entraîne une mauvaise gestion des revenus pétroliers et des crises économiques.

Études de Cas

Le Nigeria et la malédiction du pétrole

Malgré ses vastes réserves pétrolières, le Nigeria a eu du mal à traduire cette richesse en développement économique durable. La corruption et la mauvaise gouvernance ont conduit à une gestion inefficace des revenus pétroliers, exacerbant les inégalités et alimentant les conflits internes.

La Norvège et la gestion durable des ressources

En revanche, la Norvège a réussi à éviter la malédiction des ressources grâce à des institutions solides et à une gouvernance transparente. Le fonds souverain norvégien, alimenté par les recettes pétrolières, est un exemple de gestion prudente et de planification à long terme qui profite à l'ensemble de la société.

Les États-Unis et le lobbying

Aux États-Unis, le lobbying des groupes d'intérêt, en particulier dans les secteurs de l'énergie et des soins de santé, montre comment les décisions politiques peuvent être influencées de manière disproportionnée par des intérêts particuliers. Cela peut conduire à des politiques qui favorisent ces groupes au détriment de l'intérêt public.

Conclusion

La théorie des choix publics et l'économie politique fournissent un cadre permettant de comprendre comment les décisions politiques sont prises et comment elles peuvent être influencées par des intérêts particuliers. Elles soulignent l'importance de la qualité des institutions et de la gouvernance pour garantir une gestion équitable et efficace des ressources naturelles, essentielle au développement économique durable. Ces théories sont essentielles pour analyser et formuler des politiques qui minimisent les effets négatifs des intérêts particuliers et favorisent le bien-être collectif.

Comparaison et synthèse des théories

La revue de la littérature sur les ressources naturelles, les institutions et le développement économique révèle d'importants points de convergence et de divergence entre les différentes théories. Cette section vise à comparer ces théories, à identifier leurs similitudes et leurs différences, et à en tirer des implications pratiques pour notre sujet.

Points de convergence entre les théories

L'importance des institutions

Toutes les théories examinées soulignent l'importance cruciale des institutions dans la détermination des résultats économiques liés aux ressources naturelles.

La théorie de la malédiction des ressources naturelles et la théorie des institutions extractives et inclusives : Ces théories insistent sur le fait que des institutions inclusives sont nécessaires pour transformer les ressources naturelles en une bénédiction économique. Les institutions extractives, en revanche, peuvent exacerber la malédiction des ressources naturelles.

Théorie de la gouvernance des ressources naturelles : *Elinor Ostrom* insiste sur la nécessité de disposer d'institutions locales solides et participatives pour gérer efficacement les ressources communes.

Théorie de la croissance endogène : La qualité des institutions influence l'accumulation du capital humain et l'innovation, éléments essentiels d'une croissance soutenue.

Théorie du choix public et de l'économie politique : La qualité de la gouvernance et des institutions politiques détermine la manière dont les ressources naturelles sont exploitées et les bénéfices distribués.

Le rôle de la transparence et de la responsabilité

Ces théories soulignent également le besoin de transparence et de responsabilité dans la gestion des ressources naturelles.

Théorie de la gouvernance des ressources naturelles : La transparence et la participation du public sont essentielles pour éviter la corruption et garantir une gestion durable.

Théorie du choix public et de l'économie politique : La transparence et la responsabilité sont essentielles pour limiter le comportement opportuniste des décideurs politiques et des groupes d'intérêt.

Impact des politiques publiques

Les politiques publiques jouent un rôle décisif dans la gestion des ressources naturelles et le développement économique.

Théorie du développement durable : Les politiques doivent intégrer les aspects économiques, sociaux et environnementaux pour promouvoir un développement équilibré.

Théorie de la croissance endogène : Les politiques gouvernementales influencent l'accumulation de capital humain et l'innovation, éléments clés de la croissance économique.

Points de divergence entre les théories

Origine du progrès technique et de l'innovation

Les théories divergent quant à l'origine et au rôle du progrès technique et de l'innovation.

Théorie de la croissance endogène : Le progrès technique est un facteur endogène résultant de l'accumulation du capital humain et de l'innovation, influencé par les politiques gouvernementales.

Théorie de la malédiction des ressources naturelles : elle se concentre moins sur le progrès technique que sur les effets négatifs des ressources naturelles sur les institutions et la gouvernance.

Rôle de l'État et des acteurs locaux

Les théories divergent également sur le rôle de l'État par rapport aux acteurs locaux dans la gestion des ressources naturelles.

Théorie de la gouvernance des ressources naturelles : elle met l'accent sur la gestion locale et communautaire des ressources, soulignant que les solutions centralisées sont souvent vouées à l'échec.

Théorie du choix public et de l'économie politique : Elle met l'accent sur le rôle central de l'État et sur les mécanismes politiques qui influencent la gestion des ressources.

Approches de la redistribution des revenus des ressources

Ces théories proposent différentes approches de la redistribution des revenus des ressources naturelles.

Théorie des institutions extractives et inclusives : propose des institutions inclusives pour une distribution équitable des revenus.

La théorie du choix public et de l'économie politique : met en évidence les défis de la redistribution en présence d'intérêts particuliers et de corruption.

Implications pratiques pour le sujet

Renforcement des institutions

Pour transformer les ressources naturelles en un atout économique, il est essentiel de renforcer les institutions. Les politiques doivent viser à créer des institutions inclusives qui permettent une large participation des citoyens à la vie économique et politique. Cela implique la mise en place de systèmes transparents et responsables pour la gestion des ressources naturelles.

Politiques de développement durable

Les politiques doivent intégrer les principes du développement durable, en équilibrant les aspects économiques, sociaux et environnementaux. Cela nécessite des stratégies à long terme qui tiennent compte des besoins des générations futures tout en répondant aux exigences actuelles.

Encourager l'innovation et l'éducation

Investir dans le capital humain par le biais de l'éducation et de la santé est essentiel pour promouvoir une croissance endogène. Les ressources naturelles doivent être utilisées pour financer des programmes visant à accroître les compétences et la productivité des travailleurs.

Gouvernance décentralisée

La gestion des ressources naturelles doit inclure les communautés locales afin de garantir une utilisation durable et équitable des ressources. Les mécanismes de gouvernance participative peuvent contribuer à éviter les problèmes de surexploitation et de corruption.

Réduction de la corruption et des intérêts particuliers

Les réformes institutionnelles doivent viser à réduire la corruption et l'influence des groupes d'intérêts particuliers. Des mesures telles que l'amélioration de la transparence, de la responsabilité et des mécanismes de contrôle efficaces peuvent contribuer à atteindre cet objectif.

Conclusion

Une gestion efficace des ressources naturelles, soutenue par des institutions fortes et des politiques publiques appropriées, est essentielle pour promouvoir un développement économique durable. Les théories examinées fournissent un cadre analytique utile pour comprendre les défis et les opportunités associés à cette gestion, et leurs implications pratiques offrent des pistes concrètes aux décideurs politiques et aux chercheurs.

Actualité

Cette section vise à relier notre recherche à des événements récents ou à des tendances actuelles, afin de montrer la pertinence et l'importance de cette étude dans le contexte contemporain.

Contexte et Revue des Événements Récents

Les récents événements internationaux démontrent l'importance cruciale de la gestion durable des ressources naturelles et de l'amélioration de la qualité des institutions pour favoriser le développement économique. Certains pays riches en ressources naturelles ont connu des changements importants dans la qualité de leurs institutions ou de leur développement économique.

Événements Internationaux Récents

Algérie : Une transformation économique ambitieuse

L'Algérie, récemment classée parmi les 20 premiers pays en termes de ressources naturelles par le site web "Insider Monkey", se distingue par l'abondance de son pétrole, de son gaz, de son fer, de son acier, de son phosphate, de son zinc, de son plomb et de ses métaux précieux. Les recettes tirées des ressources naturelles représentent 22,6 % du PIB depuis 2021, ce qui souligne leur importance vitale pour l'économie nationale. Pour diversifier et moderniser son économie, l'Algérie a lancé des projets ambitieux, comme la production de 12 millions de tonnes d'acier à la mine de Ghara Djebilet d'ici 2025. A long terme, l'objectif est de produire plus de 40 millions de tonnes de minerai de fer à l'horizon 2040, avec des partenariats internationaux, notamment avec des complexes chinois. Ces initiatives démontrent la volonté de l'Algérie d'exploiter au mieux ses ressources naturelles, tout en stimulant d'autres secteurs économiques.

Tunisie : Une Richesse Diversifiée Mais des Défis Persistants

La Tunisie, reconnue comme l'un des dix pays les plus riches d'Afrique par la Banque africaine de développement (BAD), bénéficie d'une économie diversifiée basée sur le tourisme, l'agriculture et l'industrie manufacturière. Le pays a également beaucoup investi dans l'éducation et la santé, améliorant ainsi son indice de développement humain (IDH) et renforçant sa classe moyenne. Cependant, des défis persistants demeurent, notamment le taux élevé de chômage des diplômés, la corruption et les déséquilibres fiscaux. La reconnaissance de la BAD met en évidence les progrès réalisés, mais souligne également la nécessité de poursuivre les réformes pour assurer une croissance inclusive et durable.

République démocratique du Congo (RDC) : Richesses naturelles et conflits

La RDC, riche en minerais précieux tels que le cobalt et le cuivre, reste confrontée à des conflits internes exacerbés par l'exploitation illégale des ressources naturelles. Des bandes criminelles sophistiquées pillent les ressources, sapant ainsi les fondements du développement économique. La perte de revenus liée au commerce illicite des ressources naturelles est estimée à 213 milliards de

dollars par an, affectant principalement les pays en développement. Ces activités criminelles privent les pays des revenus nécessaires à leur développement et alimentent les conflits internes, rendant la gestion des ressources naturelles particulièrement complexe et problématique.

Sénégal : Utiliser les SIG pour le développement durable

Introduits en Afrique à la fin des années 1980, les systèmes d'information géographique (SIG) sont devenus un outil essentiel pour les pays en développement, dont le Sénégal. Ils sont utilisés dans divers domaines, notamment l'environnement, la santé et l'urbanisme. Par exemple, les SIG peuvent être utilisés pour surveiller la biomasse, gérer l'érosion côtière, suivre les feux de brousse et lutter contre la désertification. Dans le secteur de la santé, ils permettent de suivre la pandémie de paludisme et de délimiter les zones épidémiques. Dans le domaine de l'urbanisme, ils permettent de délimiter les propriétés publiques et de gérer les infrastructures urbaines. En matière d'urbanisme, ils peuvent être utilisés pour délimiter le domaine public et gérer les infrastructures urbaines. L'utilisation des SIG illustre la manière dont les technologies avancées peuvent soutenir le développement durable et améliorer la gestion des ressources naturelles.

Gabon : les défis du braconnage et de l'exploitation forestière illégale

Le Gabon, riche en ressources naturelles, est confronté à des défis liés au braconnage et à l'exploitation illégale. Des bandes criminelles sophistiquées exploitent la faune et les ressources minérales, sapant ainsi les fondements du développement. La perte de revenus liée au commerce illicite des ressources naturelles est considérable et touche principalement les pays en développement. Le commerce illicite des ressources naturelles prive les pays de revenus qui pourraient être utilisés pour le développement et alimente les conflits internes. Les autorités gabonaises, ainsi que d'autres pays africains, sont appelées à renforcer la gouvernance des ressources et à lutter contre le commerce illicite pour assurer un développement durable.

Changements politiques et économiques

Algérie : Réformes et diversification économique

Les nouvelles politiques de développement et d'investissement de l'Algérie visent à exploiter de nouvelles ressources et à diversifier l'économie nationale. Ces politiques ont déjà donné des résultats avec des projets d'infrastructure et d'exploitation minière. La collaboration internationale, notamment avec des partenaires chinois, a ouvert de nouvelles perspectives pour le pays.

Tunisie : réformes économiques et sociales

Malgré ses succès, la Tunisie reste confrontée à un certain nombre de défis structurels. Le taux élevé de chômage des diplômés et la corruption sont des obstacles importants à une croissance durable. Les autorités tunisiennes reconnaissent la nécessité de poursuivre les réformes pour améliorer la gouvernance économique et promouvoir une croissance inclusive.

Incidents notables

République démocratique du Congo : Conflit et commerce illégal

La RDC est un exemple frappant de la manière dont les richesses naturelles peuvent alimenter les conflits internes. Le commerce illicite des ressources naturelles, telles que le bois, la faune et les minéraux, finance souvent des groupes armés et des bandes criminelles. La perte de revenus prive le pays des ressources nécessaires à son développement et exacerbe les tensions.

Gabon : lutte contre le braconnage

Le Gabon a intensifié ses efforts pour lutter contre le braconnage et l'exploitation illégale des ressources naturelles. Des initiatives locales et régionales ont été mises en place pour renforcer la surveillance et la protection des ressources naturelles. La modernisation des cadres juridiques et la coopération internationale sont essentielles pour lutter efficacement contre ces crimes.

Ces études de cas montrent que les pays riches en ressources naturelles peuvent connaître des fortunes diverses, en fonction de la qualité de leurs institutions et de la gestion de leurs ressources. L'Algérie et la Tunisie font preuve d'efforts de réforme et de diversification économique, tandis que la RDC et le Gabon continuent de lutter contre les conflits et l'exploitation illégale de leurs ressources.

[Analyse de l'actualité et lien vers la recherche](#)

[Comparaison avec les résultats de l'étude](#)

Algérie : Richesse en ressources et diversification économique

L'Algérie, classée parmi les 20 premiers pays en termes de ressources naturelles, présente des similitudes notables avec les hypothèses de notre étude. Notre analyse a indiqué que les pays riches en ressources, s'ils parviennent à bien gérer et diversifier leurs économies, peuvent atteindre une croissance soutenue. Les récentes politiques de développement et d'investissement de l'Algérie, visant à diversifier l'économie nationale et à exploiter de nouvelles ressources, confirment cette hypothèse. Le projet de production de 12 millions de tonnes d'acier à la mine de Ghara Djebilet d'ici 2025 illustre l'importance d'une gestion proactive des ressources naturelles pour stimuler l'économie. Cette initiative montre comment l'Algérie s'efforce de transformer sa richesse en ressources naturelles en une base solide pour la croissance économique.

Tunisie : réformes économiques et défis structurels

La Tunisie, reconnue comme l'un des dix pays les plus riches d'Afrique, présente à la fois des similitudes et des différences avec nos conclusions. Notre étude souligne que les pays riches en ressources doivent également investir dans des secteurs tels que l'éducation et la santé afin d'améliorer leur indice de développement humain (IDH). Les efforts de la Tunisie dans ces domaines confirment cette hypothèse. Cependant, des défis persistants tels que le taux de chômage élevé et la corruption montrent que la richesse en ressources naturelles ne suffit pas à garantir une croissance économique durable et inclusive. Les problèmes de dette publique et de déséquilibres fiscaux mettent en évidence les obstacles à une gestion efficace des ressources et à une croissance soutenue.

République démocratique du Congo : Conflit et exploitation illégale

La RDC illustre parfaitement le concept de "malédiction des ressources naturelles" évoqué dans notre étude. Bien que riche en minéraux précieux tels que le cobalt et le cuivre, la RDC continue de lutter contre des conflits internes exacerbés par l'exploitation illégale des ressources naturelles. La perte considérable de revenus due au commerce illicite, estimée à 213 milliards de dollars par an, confirme notre hypothèse selon laquelle, sans bonne gouvernance, les ressources naturelles peuvent devenir une source de conflit plutôt qu'un moteur de développement. Les activités criminelles et les réseaux mafieux compliquent encore la situation, empêchant la RDC de tirer pleinement parti de ses richesses naturelles.

Gabon : braconnage et exploitation forestière illégale

Le Gabon, avec ses défis liés au braconnage et à l'exploitation illégale des ressources naturelles, présente une situation similaire à celle de la RDC. Les efforts du Gabon pour lutter contre ces crimes et renforcer la surveillance et la protection de ses ressources confirment l'importance de la bonne gouvernance pour assurer un développement durable. Notre étude avait déjà souligné la nécessité de réformes institutionnelles pour gérer efficacement les ressources naturelles et prévenir les activités criminelles. La perte de revenus liée au commerce illicite et à l'exploitation illégale met en péril le développement durable et les efforts de conservation de la biodiversité.

Interprétation de l'actualité

Algérie

Les développements récents en Algérie confirment l'importance de la diversification économique et de la gestion proactive des ressources naturelles. La production d'acier et les initiatives de collaboration internationale montrent qu'une exploitation efficace des ressources peut stimuler d'autres secteurs économiques et réduire la dépendance à l'égard d'un seul type de ressource. Cette approche proactive reflète les résultats de notre étude, soulignant l'importance d'une stratégie économique diversifiée pour assurer une croissance durable et résiliente.

Tunisie

Les nouvelles en provenance de Tunisie mettent en évidence la complexité de la transformation des richesses en ressources naturelles en une croissance économique inclusive. Bien que les investissements dans l'éducation et la santé aient amélioré l'IDH, des problèmes structurels tels que le chômage et la corruption persistent. Cela montre que des réformes continues sont nécessaires pour surmonter ces obstacles et réaliser pleinement le potentiel économique. La reconnaissance de la Tunisie comme l'un des pays les plus riches d'Afrique met en évidence non seulement les efforts accomplis, mais aussi les domaines nécessitant une amélioration continue pour parvenir à une croissance inclusive.

République démocratique du Congo

Les événements récents en RDC illustrent les dangers de l'exploitation illégale des ressources naturelles et de la faiblesse des institutions. La persistance des conflits internes et la perte de revenus due au commerce illicite montrent que la richesse en ressources naturelles peut devenir un fardeau plutôt qu'un atout en l'absence d'une bonne gouvernance. Cette situation confirme l'hypothèse de notre étude sur la malédiction des ressources naturelles, soulignant la nécessité d'une réforme institutionnelle et d'une lutte contre la corruption pour tirer profit des richesses naturelles.

Le Gabon

Les efforts du Gabon pour lutter contre le braconnage et l'exploitation illégale montrent que même les pays riches en ressources naturelles doivent continuellement renforcer leurs institutions et améliorer la gouvernance pour protéger leurs ressources et assurer un développement durable. Les réformes institutionnelles et la coopération internationale sont nécessaires pour prévenir les activités criminelles et assurer un développement durable. Cette situation souligne l'importance d'une approche coordonnée et efficace pour protéger les ressources naturelles et assurer une croissance économique durable.

Hypothèses Validées ou Remises en Question

Algérie

L'exemple de l'Algérie valide notre hypothèse que la gestion proactive et la diversification économique peuvent transformer les richesses naturelles en un moteur de développement économique. Les récentes politiques de développement et d'investissement montrent que l'Algérie est sur la bonne voie pour maximiser ses ressources et diversifier son économie.

Tunisie

L'évolution en Tunisie confirme en partie nos hypothèses. Bien que l'investissement dans l'éducation et la santé soit crucial, il est clair que de nouvelles réformes structurelles sont nécessaires pour surmonter les défis persistants tels que le chômage et la corruption. Cela montre que la richesse en ressources naturelles doit s'accompagner de réformes continues et d'une bonne gouvernance pour assurer une croissance durable.

République démocratique du Congo

Les événements en RDC confirment notre hypothèse sur la malédiction des ressources naturelles. Les conflits persistants et l'exploitation illégale montrent que sans une bonne gouvernance, les richesses naturelles peuvent devenir un fardeau plutôt qu'un atout. Les défis institutionnels et les activités criminelles empêchent le pays de réaliser son plein potentiel économique.

Gabon

Les efforts du Gabon pour lutter contre le braconnage et l'exploitation illégale valident notre hypothèse que la bonne gouvernance est essentielle pour gérer efficacement les ressources naturelles. Des réformes institutionnelles et une coopération internationale sont nécessaires pour prévenir les activités criminelles et assurer un développement durable.

Conclusion

Les événements récents dans les pays riches en ressources montrent des similitudes et des différences par rapport aux résultats de notre étude. L'importance de la diversification économique, des investissements dans l'éducation et la santé et de la bonne gouvernance est confirmée. Les défis

persistants tels que la corruption et les conflits internes montrent que des réformes en cours sont nécessaires pour transformer la richesse en ressources naturelles en un moteur de développement économique durable. Ces exemples soulignent l'importance d'une gestion proactive et d'une gouvernance efficace pour maximiser les avantages des ressources naturelles. Les cas de l'Algérie, de la Tunisie, de la RDC, du Gabon et de l'Irlande offrent des leçons précieuses sur la façon dont les pays peuvent naviguer les opportunités et les défis associés à leurs ressources naturelles pour assurer une croissance économique durable et inclusive.

Implications et recommandations fondées sur l'actualité

Recommandations stratégiques

Proposer des politiques ou des réformes basées sur l'actualité pour améliorer la qualité des institutions et le développement économique

Politiques de contenu local :

Les politiques de contenu local (LC) peuvent jouer un rôle crucial dans le développement économique des pays riches en ressources. Ces politiques visent à accroître la participation des entreprises locales dans les industries extractives, ce qui peut stimuler l'innovation et la diversification industrielle. Par exemple, des pays comme le Brésil, le Kazakhstan, la Norvège, la Russie et le Royaume-Uni ont mis en œuvre des politiques de LC pour conserver une plus grande part des revenus tirés des ressources ou diversifier leurs économies. Lorsqu'elles sont bien conçues, ces politiques peuvent favoriser la croissance économique et relever des défis sociaux, politiques et économiques plus vastes (SpringerLink).

Gestion macroéconomique :

La gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources est essentielle pour stabiliser l'économie et gérer les revenus des ressources de manière durable. Le Fonds monétaire international (FMI) recommande des cadres budgétaires appropriés qui déterminent si les recettes tirées des ressources doivent être consommées, économisées ou investies. En outre, il est essentiel de concevoir des politiques visant à promouvoir la transparence dans la gestion des ressources naturelles, y compris la mise en place de structures institutionnelles appropriées (IMF).

Réformes institutionnelles et lutte contre la corruption :

Des réformes institutionnelles pour renforcer la transparence et lutter contre la corruption sont essentielles. Par exemple, les pays doivent adopter des lois et des règlements qui encouragent la transparence dans les industries extractives, comme les Initiatives pour la transparence des industries extractives (ITIE). En outre, les pays peuvent améliorer la gouvernance en établissant des systèmes judiciaires solides et indépendants pour poursuivre les affaires de corruption (SpringerLink) (IMF).

Orientations pour la recherche future

Étude de l'impact des politiques LC :

Il serait utile de poursuivre les recherches sur l'impact des politiques de contenu local sur les économies des pays riches en ressources. Cela comprendrait une analyse de la façon dont ces politiques contribuent à l'industrialisation, à la création d'emplois et à la diversification économique.

Gestion des recettes des ressources :

La recherche pourrait également se concentrer sur les pratiques exemplaires de gestion des revenus tirés des ressources naturelles. Cela comprend l'analyse des cadres fiscaux et des politiques d'investissement qui maximisent les avantages économiques à long terme tout en minimisant les impacts environnementaux et sociaux.

Transparence et gouvernance :

Une autre orientation de recherche importante serait d'étudier l'efficacité des initiatives de transparence et de lutte contre la corruption dans les industries extractives. Cette recherche pourrait identifier les obstacles à la mise en œuvre de telles initiatives et proposer des solutions pour surmonter ces défis.

Meilleures pratiques

Adopter des politiques de contenu local :

Les pays devraient adopter et adapter des politiques de contenu local adaptées à leur contexte spécifique afin de maximiser les avantages économiques locaux. Ces politiques devraient inclure des mesures visant à renforcer les capacités des entreprises locales et à encourager les partenariats avec les entreprises internationales.

Solides cadres fiscaux :

Établir des cadres budgétaires solides qui équilibrent la consommation, l'épargne et l'investissement des recettes tirées des ressources naturelles. Ces cadres devraient comprendre des mécanismes pour gérer les fluctuations des prix des produits de base et stabiliser l'économie (FMI).

Établissement :

Renforcer les institutions de gestion des ressources naturelles pour assurer une gouvernance transparente et efficace. Cela comprend l'établissement de systèmes de contrôle internes et externes pour surveiller les activités d'extraction et veiller à ce que les recettes tirées des ressources soient utilisées de manière transparente et responsable.

Ces recommandations et orientations fondées sur les développements actuels et les réformes récentes peuvent aider à améliorer la qualité des institutions et à promouvoir le développement économique durable dans les pays riches en ressources.

Conclusion

Les événements récents dans divers pays riches en ressources indiquent des tendances et des impacts significatifs. L'Algérie, classée 13e parmi les pays les mieux dotés en ressources naturelles, s'appuie sur des politiques de développement et d'investissement pour exploiter ses ressources et diversifier son économie. Des projets ambitieux en acier et en minerai de fer témoignent de cet engagement. La Tunisie, bien qu'étant parmi les dix pays les plus riches d'Afrique selon la BAD, continue de lutter contre le chômage élevé et la corruption. Ces défis structurels entravent le potentiel de ses ressources naturelles. La République démocratique du Congo (RDC), riche en minéraux précieux tels que le cobalt et le cuivre, est confrontée à une mauvaise gouvernance et à une forte corruption. Malgré cette richesse, le pays souffre de conflits armés et d'une grande pauvreté. Enfin, le Gabon, riche en pétrole et en minéraux, fait face à des défis de gouvernance similaires. Des efforts de réforme visant à diversifier l'économie et à améliorer la transparence dans la gestion des ressources sont en cours, mais la corruption et les tensions politiques demeurent des obstacles majeurs.

Ces événements récents confirment et renforcent les résultats de l'étude sur l'influence des ressources naturelles sur la qualité des institutions et leur impact sur le développement économique. Le cas de la RDC confirme l'hypothèse selon laquelle des ressources naturelles abondantes, associées à des institutions pauvres, conduisent à un développement économique faible. Les efforts de l'Algérie pour réformer et diversifier son économie, bien que toujours en cours, montrent l'importance de bonnes institutions pour transformer les ressources naturelles en croissance durable.

La Tunisie, malgré sa richesse et ses investissements dans l'éducation et la santé, reste confrontée à d'importants défis structurels pour améliorer sa gouvernance et maximiser l'impact de ses ressources naturelles. Le Gabon, bien que riche en ressources, doit intensifier ses efforts pour lutter contre la corruption et améliorer la transparence pour réaliser son potentiel économique.

L'intégration de politiques visant à améliorer la gouvernance et la transparence est essentielle pour les pays riches en ressources. Les efforts de l'Algérie pour diversifier son économie et ceux de la Tunisie pour améliorer son IDH montrent la voie à suivre.

Des institutions fortes et transparentes sont cruciales pour une gestion efficace des ressources naturelles. Les pays doivent mettre en œuvre des réformes pour lutter contre la corruption et renforcer la transparence. La dépendance excessive à l'égard des ressources naturelles peut être dangereuse. La diversification, illustrée par les projets en Algérie, est nécessaire pour une économie résiliente et durable. Investir dans l'éducation et la santé, comme en Tunisie, peut améliorer le développement humain et soutenir une croissance économique inclusive.

Afin de fournir de bonnes orientations pour la recherche future, l'impact à long terme des réformes économiques en Algérie et en Tunisie sur la qualité des institutions et le développement économique, et comment les pays peuvent mieux gérer les conflits internes liés à l'exploitation des ressources naturelles, avec des études de cas comme la RDC a un impact

Les meilleures pratiques en matière de transparence et de responsabilité consistent à adopter des normes internationales de transparence dans l'industrie extractive pour s'assurer que les revenus tirés des ressources naturelles profitent à l'ensemble de la population. Pour promouvoir l'économie circulaire, il faut renforcer les pratiques de consommation et de production durables afin de minimiser l'impact environnemental de l'extraction des ressources naturelles.

Les événements récents dans les pays riches en ressources confirment la nécessité de bonnes institutions pour s'assurer que les ressources naturelles sont un atout plutôt qu'une malédiction. Les

décideurs doivent prendre des mesures audacieuses pour améliorer la gouvernance, diversifier les économies et investir dans le capital humain afin d'assurer un développement économique durable.

Conclusion

Les événements récents dans divers pays riches en ressources, dont l'Algérie, la Tunisie, la République démocratique du Congo (RDC) et le Gabon, fournissent des exemples concrets des dynamiques institutionnelles et économiques abordées dans notre étude. Ces cas mettent en évidence les défis et les possibilités liés à la gestion des ressources naturelles et leur incidence sur le développement économique.

L'Algérie, classée parmi les 20 pays disposant des meilleures ressources naturelles, illustre comment les politiques de diversification économique et les investissements stratégiques peuvent transformer les ressources naturelles en moteurs de croissance. Des projets ambitieux dans l'industrie de l'acier et du fer, ainsi que la collaboration internationale, montrent que des institutions solides et des stratégies économiques bien pensées peuvent améliorer la prospérité économique.

Bien que la Tunisie soit reconnue comme l'un des dix pays les plus riches d'Afrique, elle continue de relever des défis structurels tels que le chômage élevé et la corruption. Ces obstacles montrent que la richesse en ressources naturelles, bien que cruciale, doit être accompagnée de réformes institutionnelles et de politiques économiques inclusives pour assurer un développement durable et inclusif.

La RDC confirme l'hypothèse de la "malédiction des ressources naturelles". Malgré sa richesse en minéraux précieux, la mauvaise gouvernance et la corruption persistante entravent le développement économique, alimentant les conflits internes et l'instabilité politique.

Le Gabon, riche en pétrole et en minéraux, fait face à des défis de gouvernance similaires. Des efforts de réforme visant à diversifier l'économie et à améliorer la transparence dans la gestion des ressources sont en cours, mais la corruption et les tensions politiques demeurent des obstacles majeurs.

Les exemples de ces pays renforcent les conclusions de notre étude sur l'influence des ressources naturelles sur la qualité des institutions et leur impact sur le développement économique. Ils montrent que des institutions fortes et transparentes sont essentielles pour gérer efficacement les ressources naturelles et favoriser le développement économique. La diversification économique est cruciale pour éviter les pièges de la dépendance excessive aux ressources naturelles. Des réformes institutionnelles et la lutte contre la corruption sont nécessaires pour transformer la richesse en ressources naturelles en croissance économique durable.

Les tendances actuelles suggèrent que les pays riches en ressources qui adoptent des réformes institutionnelles, diversifient leurs économies et renforcent la transparence et la gouvernance peuvent surmonter la "malédiction des ressources naturelles" et réaliser un développement économique durable.

Les décideurs doivent se concentrer sur la création d'institutions inclusives et transparentes, encourager la diversification économique et mettre en œuvre des politiques de gestion des ressources qui équilibrent les besoins actuels avec ceux des générations futures.

D'autres études pourraient se concentrer sur les mécanismes spécifiques par lesquels les politiques de contenu local et la gestion macroéconomique peuvent améliorer les résultats économiques dans les pays riches en ressources. En outre, l'impact des initiatives de transparence et des réformes institutionnelles sur la croissance économique mérite une attention continue.

L'intégration des ressources naturelles dans une stratégie de développement économique exige des institutions solides, des politiques inclusives et une gestion transparente. Les cas de l'Algérie, de la Tunisie, de la RDC et du Gabon fournissent des enseignements précieux pour d'autres pays en quête de développement durable à travers la gestion de leurs ressources naturelles.

Bibliographie

Lien internet

- 1- [Définition - Ressources naturelles | Insee](#)
- 2- [Ressource naturelle — Wikipédia \(wikipedia.org\)](#)
- 3- [Définition des ressources naturelles](#)
- 4- [INSTITUTION : Définition de INSTITUTION \(cnrtl.fr\)](#)
- 5- [III. Qu'est-ce qu'une institution ? \[1\] | Cairn.info](#)
- 6- [Institution — Wikipédia \(wikipedia.org\)](#)
- 7- [Qu'est-ce que le développement économique? \(centralcharts.com\)](#)
- 8- [Le développement économique - \(sabbar.fr\)](#)
- 9- [Développement \(économique\) — Géoconfluences \(ens-lyon.fr\)](#)
- 10- [L'effet conditionnel des ressources naturelles sur les institutions | Cairn.info](#)
- 11- [Malédiction des ressources naturelles — Wikipédia \(wikipedia.org\)](#)
- 12- [boucekkine_doc_pedago.pdf \(amse-aixmarseille.fr\)](#)
- 13- [Présentation. Ressources naturelles et développement : un nouvel éclairage entre malédiction des ressources, financiarisation et changement climatique | Cairn.info](#)
- 14- [Pourquoi les institutions sont-elles primordiales pour le développement ? - L'Afrique des Idées \(lafriquedesidees.org\)](#)
- 15- [Un cadre d'analyse pour la gouvernance des ressources naturelles. Le cas des eaux souterraines | Cairn.info](#)
- 16- <http://www.vedura.fr/developpement-durable/cadre/rapport-brundtland>
- 17- [La nouvelle économie politique : une introduction | Cairn.info](#)
- 18- [Théorie des choix publics — Wikipédia \(wikipedia.org\)](#)
- 19- « L'effet conditionnel des ressources naturelles sur les institutions » de Mathieu Couttenier dans « Revue économique 2012/1 (Vol. 63) », pages 27 à 49
- 20- [Perspectives des ressources mondiales 2024 | UNEP - UN Environment Programme](#)
- 21- [Les pays riches consomment six fois plus de ressources \(unric.org\)](#)
- 22- Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), « Global Resources Outlook 2024 »
- 23- Banque africaine de développement (BAD), « Classement des pays les plus riches d'Afrique »
- 24- Insider Monkey, « Classement des pays les mieux pourvus en ressources naturelles »
- 25- Ibrahim Thiaw, « L'Afrique malade de ses ressources naturelles ? »
- 26- Kmar Asmi, Article sur la Tunisie
- 27- Global Finance, « Les Pays les Plus Riches du Monde en 2023 »
- 28- Janez Potočnik et Izabella Teixeira, Groupe international d'experts sur les ressources*
- 29- "recent policies or reforms in resource-rich countries 2024"
- 30- Brookings — The Time is Now for Addressing Resource Governance Challenges in Latin America | Brookings
- 31- brookings.edu
- 32- Council on Foreign Relations — Beating the Resource Curse: Global Governance Strategies for Democracy and Economic Development | Council on Foreign Relations
- 33- CEPR — Rethinking the Macroeconomics of Resource-Rich Countries | CEPR
- 34- SpringerLink — Local Content Policies in Resource-rich Countries | SpringerLink
- 35- IMF — Macroeconomic Management in Resource-Rich Countries

Outils et logiciel utilisé

1. **Le logiciel chatGPT** : utilisé prour structurer mon sujet et mes idées
2. **Deepl et Reverso** : Utilisés pour corriger les fautes
3. **Excel** : utilisé pour nettoyer les données
4. **Internet** : Utilisé pour faire des recherches

Annexes

Méthodologie

La méthodologie de cette étude vise à répondre à notre problématique à savoir « analyser le lien entre la richesse des ressources naturelles et la qualité des institutions et étudier les effets de ce lien sur le développement économique ». Pour ce faire, nous avons sélectionné huit pays aux caractéristiques variées en termes de ressources naturelles, de qualité institutionnelle et de niveau de développement économique. Les pays étudiés dans cette analyse seront la Norvège, le Canada, le Botswana, le Ghana, la République démocratique du Congo (RDC), le Venezuela, l'Arabie saoudite et la Russie.

Sélection de pays

La sélection de ces pays repose sur les critères suivants :

De bonnes institutions et un bon développement économique :

- **Norvège** : pétrole et gaz naturel, institutions de haute qualité, faible corruption, niveau élevé de développement humain et économie forte.
- **Canada** : Pétrole, gaz naturel, minéraux, bois, haute qualité institutionnelle, démocratie stable, haut niveau de développement humain et économie diversifiée et forte.

Bonnes institutions et mauvais développement économique :

- **Botswana** : Diamants, institutions relativement bonnes, faible corruption, défis persistants en termes de diversification économique et de réduction de la pauvreté.
- **Ghana** : Or, pétrole, cacao, amélioration progressive des institutions, démocratie de plus en plus stable, défis en termes de développement économique malgré les ressources naturelles.

Institutions pauvres et développement économique :

- **RDC** : Cobalt, cuivre, diamants, or, corruption élevée, mauvaise qualité des institutions, faible niveau de développement humain, conflit armé, pauvreté élevée.
- **Venezuela** : pétrole, corruption élevée, institutions faibles, effondrement économique, pauvreté croissante malgré les ressources pétrolières.

Mauvaises institutions et bon développement économique :

- **Arabie Saoudite** : Pétrole, faible qualité des institutions due à l'autoritarisme ou la corruption, haut revenu par habitant grâce aux exportations de pétrole, défis en termes de diversification économique.
- **Russie** : Pétrole, gaz naturel, minéraux, mauvaise qualité des institutions due à la corruption élevée et/ou des institutions autoritaires, niveau de vie relativement élevé, économie dépendante des ressources naturelles mais avec des problèmes institutionnels persistants.

Collecte des données

Les données utilisées dans cette étude proviennent principalement de deux sources :

Indicateurs mondiaux de développement (Banque Mondiale) :

- **Développement urbain** : population rurale, densité de la population, population des bidonvilles et population urbaine > 1 million
- **Économie générale** : PIB par habitant, investissements directs étrangers, exportations et importations, inflation, croissance du PIB, agriculture, valeur ajoutée, dette publique, épargne brute, balance des paiements, industrie à valeur ajoutée.
- **Données sociales et sanitaires** : Espérance de vie à la naissance, Taux de mortalité infantile, moins de 5 ans, Prévalence de la malnutrition, Poids selon l'âge, Prévalence du VIH, Taux de fécondité, Accès à l'électricité, Chômage, Taux d'activité des 15 ans 24.
- **Éducation** : Dépenses publiques consacrées à l'éducation, taux d'achèvement des études primaires, taux d'alphabétisation, total des adultes et inscriptions dans l'enseignement supérieur.
- **Environnement et changement climatique** : consommation d'énergie renouvelable, superficie forestière, pollution atmosphérique par particules fines et ressources renouvelables d'eau douce intérieure par habitant.
- **Infrastructure** : abonnements à la téléphonie mobile, consommation d'énergie, serveurs Internet sécurisés, trafic de conteneurs portuaires et investissements privés dans l'énergie.
- **Pauvreté et équité** : Indice GINI, Pauvreté à 1,90 \$ par jour, Ratio de la population pauvre au seuil de pauvreté national, Consommation moyenne ou revenu moyen par habitant, 40 % de la population la plus pauvre, Part du revenu détenue par les 20 % inférieurs et part du revenu détenue par les 20 % supérieurs.
- **Ressources naturelles** : bénéfices totaux des ressources naturelles, production d'électricité renouvelable, exportations de minéraux et de métaux, consommation d'énergie, consommation d'énergie renouvelable et prélèvements annuels totaux d'eau douce.
- **Secteur financier et commercial** : Crédit intérieur accordé au secteur privé, capitalisation boursière des sociétés nationales cotées, indice de performance logistique et commerce de marchandises.

Indicateurs de gouvernance mondiale (WGI) :

- **Voix et responsabilité** : Participation des citoyens à la sélection des gouvernements, à la liberté d'expression, à l'association et aux médias.
- **Stabilité politique et absence de violence/terrorisme** : probabilité d'instabilité politique et de violence à motivation politique.
- **Efficacité du gouvernement** : Qualité des services publics, indépendance de la fonction publique, qualité de la formulation et de la mise en œuvre des politiques.
- **Qualité de la réglementation** : Capacité du gouvernement à formuler et à mettre en œuvre des politiques et des règlements qui appuient le développement du secteur privé.
- **État de droit** : Respect des règles de l'entreprise, qualité de l'exécution des contrats, droits de propriété, police et tribunaux.

- **Contrôle de la corruption** : Niveau de corruption dans l'exercice du pouvoir public, détournement de ressources par des intérêts privés.

Ces indicateurs sont choisis parce qu'en les analysants nous pourrions répondre à notre problème. En effet, en ce qui concerne les indicateurs, chacun est sélectionné car ils mesurent des variables capables de répondre individuellement à notre problème et en les regroupant ils nous permettent de comprendre la situation.

En ce qui concerne le développement urbain, la population urbaine mesure l'urbanisation, un facteur clé du développement économique. La densité de population indique la concentration de la population et a une incidence sur la prestation des services et l'infrastructure. La population vivant dans les bidonvilles évalue la qualité de vie et les problèmes de logement dans les zones urbaines.

Pour la pauvreté et l'équité, l'indice GINI mesure l'inégalité des revenus, un indicateur clé de l'équité économique. La pauvreté à 1,90 \$ par jour mesure l'extrême pauvreté. La part du revenu détenue par les 20 % les plus pauvres et les 20 % les plus riches est un indicateur des inégalités économiques.

Dans le cas des ressources naturelles, les profits totaux tirés des ressources naturelles mesurent les revenus tirés des ressources naturelles. La superficie forestière et les émissions de GES sont des indicateurs environnementaux.

Pour le secteur des finances et du commerce, le crédit intérieur accordé au secteur privé La mesure de l'accès au crédit est un facteur clé du développement économique. Les exportations et les importations sont des indicateurs d'ouverture commerciale et d'intégration dans l'économie mondiale.

En ce qui concerne les données économiques, le PIB par habitant est un indicateur clé du niveau de développement économique. Croissance du PIB et épargne brute Mesures de la performance économique. La dette de l'État est un indicateur de la santé financière du pays.

Pour les données sociales et sanitaires, l'espérance de vie à la naissance et la mortalité infantile sont des indicateurs de qualité de vie et de santé publique. L'accès à l'électricité et la scolarisation sont des mesures d'infrastructure sociale.

Les dépenses publiques consacrées à l'éducation sont un indicateur de l'investissement dans le capital humain. Le taux d'inscription et le taux d'alphabétisation sont des mesures de l'accès à l'éducation.

En ce qui concerne l'environnement et le changement climatique, les émissions de CO2 et de méthane sont des indicateurs environnementaux critiques. Mesure la durabilité énergétique.

En ce qui concerne la gouvernance et les institutions, la voix et la responsabilité, la stabilité politique, l'efficacité du gouvernement, la qualité de la réglementation, l'état de droit et le contrôle de la corruption sont des mesures clés de la qualité des institutions.

Pour les infrastructures, les abonnements à la téléphonie mobile et la consommation d'électricité sont des indicateurs des infrastructures technologiques. Le trafic de conteneurs dans les ports est un indicateur de la capacité logistique.

En analysant l'urbanisation, nous pouvons comparer l'urbanisation avec la qualité des institutions et la performance économique. Et en faisant celui sur les infrastructures et les services, nous évaluerons comment l'urbanisation influence les institutions et les ressources naturelles.

En effectuant une analyse de l'équité économique, nous pourrions étudier comment les ressources naturelles influencent les inégalités économiques entre les institutions et évaluer l'efficacité des institutions dans la réduction de la pauvreté et des inégalités.

Les indicateurs de ressources naturelles nous permettront d'étudier la corrélation entre l'abondance des ressources naturelles et la qualité des institutions et d'analyser comment la gestion des ressources naturelles affecte l'environnement et les institutions.

L'analyse des données financières permettra d'étudier l'impact de la disponibilité des ressources financières sur le développement économique et la qualité des institutions. Les données sur le commerce international serviront à analyser l'influence des ressources naturelles sur le commerce et la performance économique.

Les indicateurs des données économiques permettent de comparer les performances économiques des pays en fonction de la qualité des institutions et des ressources naturelles et d'analyser le rôle des institutions dans la gestion économique et la croissance.

Les données sociales et sanitaires nous permettront d'étudier comment les institutions influencent la qualité de vie en présence de ressources naturelles et d'analyser le développement humain par rapport aux institutions et aux ressources naturelles.

Les données sur l'éducation nous permettront d'étudier comment les ressources naturelles et les institutions influencent l'éducation et le développement humain et d'analyser les différences dans les investissements éducatifs selon les institutions et les ressources naturelles.

Les données sur l'environnement et les changements climatiques nous permettront d'analyser comment les ressources naturelles et les institutions influencent les politiques environnementales et d'étudier les efforts de durabilité par rapport aux institutions et aux ressources naturelles.

Les données sur la gouvernance et les institutions permettront de comparer la qualité des institutions en présence de ressources naturelles et d'étudier comment la qualité des institutions influence le développement économique en présence de ressources naturelles.

Les données sur l'infrastructure nous permettront d'étudier comment l'infrastructure influence la gestion des ressources naturelles et des institutions et d'analyser le développement technologique par rapport aux institutions et aux ressources naturelles.

Ces données sont essentielles pour étudier les interactions complexes entre les ressources naturelles, la qualité institutionnelle et le développement économique. Ils permettront d'analyser les corrélations et les causalités potentielles, de comparer les performances entre différents pays, de formuler des recommandations basées sur des preuves empiriques.

Grâce à ces données, nous pourrions construire une analyse solide et multidimensionnelle pour répondre au problème de manière rigoureuse et exhaustive.

Analyse des données

Afin d'établir des corrélations entre la richesse en ressources naturelles, la qualité institutionnelle et les indicateurs de développement économique, nous effectuerons des analyses comparatives entre la Norvège, le Canada, le Botswana, le Ghana, la République démocratique du Congo (RDC), le

Venezuela, l'Arabie saoudite et la Russie. Ces analyses permettront d'identifier les pratiques de gouvernance les plus efficaces pour promouvoir le développement économique. Les résultats seront discutés en tenant compte des spécificités de chaque pays et des défis rencontrés.

Nous commencerons notre analyse en nettoyant les données afin de les mettre dans un format idéal pour le codage python. Pour cela, nous utiliserons un logiciel Excel. Ensuite, nous décrirons les données pour comprendre comment nos données sont distribuées. Nous analyserons les corrélations entre les indicateurs de ressources naturelles, la qualité institutionnelle et le développement économique pour identifier les relations linéaires entre les variables. Nous ferons ensuite une analyse multivariée à l'aide de modèles de régression multiples pour analyser l'impact des ressources naturelles et la qualité des institutions sur le développement économique. Les variables dépendantes pourraient être des indicateurs du développement économique (PIB par habitant, croissance du PIB), et les variables indépendantes pourraient inclure des mesures des ressources naturelles et de la qualité institutionnelle. Nous effectuerons une analyse comparative entre pays selon chaque indicateur pour identifier les positions relatives des pays en termes de ressources naturelles, de qualité institutionnelle et de développement économique. Nous comparerons ensuite des groupes de pays (bonnes institutions et bon développement économique, bonnes institutions et mauvais développement économique, mauvaises institutions et bon développement économique, mauvaises institutions et mauvais développement économique) analyser les différences et les similitudes au sein des groupes et entre eux. Enfin, nous ferons une étude de cas et une analyse qualitative en sélectionnant certains pays pour des études de cas approfondies et en analysant des politiques spécifiques, des événements historiques et des contextes institutionnels qui pourraient expliquer les résultats quantitatifs.

Afin d'effectuer cette analyse, nous utiliserons principalement le logiciel spyder et le langage de programmation python

Nettoyage des données

Les données sont collectées individuellement sur les sites Open data comme sur le site de la Banque Mondiale (World Development Indicators) comme sur l'image ci-dessous. Les données sont collectées individuellement sur les sites Open Data comme sur le site de la Banque mondiale (World Development Indicators) comme sur l'image ci-dessous.

Data Source	Indicateurs du développement dans le monde															
Last Updated Date	28/06/2024															
Country Name	Country Code	Indicator Name	Indicator Code	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
Aruba	ABW	Agriculture, valeur ajoutée	NV.AGR.TOTL.ZS													
Afghanistan	AFG	Agriculture, valeur ajoutée	NV.AGR.TOTL.ZS													
Angola	AGO	Agriculture, valeur ajoutée	NV.AGR.TOTL.ZS													
Albanie	ALB	Agriculture, valeur ajoutée	NV.AGR.TOTL.ZS													
Andorre	AND	Agriculture, valeur ajoutée	NV.AGR.TOTL.ZS													
Le monde arabe	ARB	Agriculture, valeur ajoutée	NV.AGR.TOTL.ZS									15,6151336	15,0157736	15,522519	14,7519248	14,6109742

Dans cette base de données, nous sélectionnons les 8 pays qui font l'objet de notre étude et les périodes de 2000 à 2020. Cette période est choisie parce que c'est la période la plus longue où nous pouvons trouver des bases de données complètes. Nous obtenons donc une base de données comme dans l'image ci-dessous.

Indicator Name	Country Name	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2
PIB par habitant (\$ US courants)	Botswana	3351,696517	3115,679	3029,788362	4111,738085	4818,213103	5240,316159	5142,913834	5372,340732	5345,848752	4938,249906	6041,732051	7080,778643	6392,987347	
PIB par habitant (\$ US courants)	Canada	24271,00206	23822,09621	24256,01923	28301,86459	32145,54126	36383,66001	40504,0371	44660,08389	46710,25269	40874,88319	47560,6666	52223,85884	52670,34473	
PIB par habitant (\$ US courants)	Congo, Républiq	392,6263338	148,4471235	168,9448053	167,9815754	187,856781	211,5726297	247,5419356	277,6120796	317,8892101	290,1556751	324,8277261	376,3749811	412,7762605	
PIB par habitant (\$ US courants)	Ghana	253,3802932	263,1701414	297,0469704	357,8479826	405,4249018	477,6010928	904,1695278	1047,199428	1178,955877	1044,004989	1258,964197	1501,059171	1536,619635	
PIB par habitant (\$ US courants)	Norvège	38178,23688	38601,89764	43170,55717	50250,32982	57768,6981	67047,17046	74434,49968	85502,26771	97503,54078	80347,57007	88163,20859	101221,8135	102175,9193	
PIB par habitant (\$ US courants)	Fédération de R	1771,594116	2100,352539	2377,529541	2975,123047	4102,364746	5323,455078	6920,199707	9101,239258	11635,28418	8562,824219	10674,99023	14305,33203	15401,85156	
PIB par habitant (\$ US courants)	Arabie saoudite	8795,261669	8337,326449	8380,956927	9321,807247	10935,01111	13462,7593	14848,60197	15756,19084	18944,85959	15064,63014	17958,94448	22441,57411	24069,19948	
PIB par habitant (\$ US courants)	Venezuela	4795,634748	4940,113903	3667,200194	3243,368805	4287,631579	5456,322425	6769,868414	8369,235268	11310,77817	11641,79915	13692,91497	10877,11236	12937,9276	

Ensuite, nous combinons les données collectées individuellement en les regroupant dans un thème et obtenons un fichier Excel contenant plusieurs indicateurs, des 8 pays qui apparaîtront dans notre étude sur la période 2000-2020.

Blocage!

L'étape suivante consiste à transformer les 10 fichiers Excel créés en un dataframe avec la première colonne les pays, la deuxième colonne les années et le reste des colonnes comme indicateur.

Conclusion

La méthodologie décrit comment l'étude a été conçue et menée. Cette partie aurait permis à d'autres chercheurs de reproduire l'étude ou d'évaluer la validité des résultats obtenus.

La sélection des pays et des indicateurs permet d'expliquer pourquoi et comment nous avons sélectionné les 8 pays (Norvège, Canada, Botswana, Ghana, RDC, Venezuela, Arabie Saoudite, Russie) et les indicateurs utilisés (ressources naturelles, qualité des institutions, indicateurs de développement économique, etc.). La collecte de données sert à indiquer les bases de données utilisées (Banque mondiale, Indicateurs de gouvernance mondiale, etc.) et la façon dont les données ont été recueillies.

L'analyse des données devrait me permettre de décrire les techniques statistiques ou économétriques utilisées pour analyser les données (analyse de régression, tests de corrélation, etc.). Cependant, je ne peux pas transposer les données de manière à obtenir des bases de données avec la première colonne Pays, la deuxième colonne années et le reste des colonnes qui représentent les indicateurs. Sans cela, les bases de données sont inutilisables pour ce projet.

En raison de cette incapacité à réaliser cette transformation. Je ne ferais pas ce qui suit : Résultats parce que la section des résultats présente les principales conclusions de l'étude sans les interpréter. Il fournit les preuves empiriques qui seront discutées dans la prochaine section.

Discussion parce que la discussion interprète les résultats présentés dans la section précédente. Il examine les implications des résultats, leurs liens avec la littérature et les hypothèses existantes, et formule des recommandations pour les recherches futures et les politiques publiques.

Pour remplacer cela, nous parlerons des nouvelles de chacun de ces pays pour savoir où ils se trouvent actuellement essayer de trouver quel est l'indicateur qui différencie certains pays étant riches en ressources naturelles. Cette section contextualisera ma recherche en fonction d'événements récents ou de tendances actuelles qui illustrent ou remettent en question les hypothèses utilisées pour cette thèse.